

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 20 du 15 au 24.05.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Tiré à part :

Jean-Philippe Lefief et Guy Kerivel : L'Otan intensifie ses raids en Libye.

Rogozine : L'Otan ne cherche qu'à renverser Kadhafi.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Jean Bricmont - Imperialisme Humanitaire (2) - une vidéo.

1-2 Il faudra que Mr Moreno-Ocampo n'oublie pas ceux-là non plus...

1-3 Infosplusgabon : L'OTAN fait perdre 1,5 milliard de dinars au secteur des communications de la Libye.

1-4 L. Gambetta ; L'avenir n'est interdit à personne,

2 Dossier

2-1 Marinella Correggia : Gens de Tripoli, dégâts collatéraux.

2-2 Petr Romanov : Moscou, médiateur entre Tripoli et Benghazi.

2-3 Manlio Dinucci : [Les hyènes du désert existent, la France aide à leur formation .](#)

2-4 Philippe Leymarie « [Elargissement des cibles](#) » en Libye.

3 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

3-1 Mouammar Kadhafi : Diplôme d'officier dans le corps des transmissions.

4 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion

4-1 Manlio Dinucci : La montre des dépenses militaires.

4-2 El Moudjahid : Le conflit en Libye : Au centre d'un sommet extraordinaire de l'UA aujourd'hui.

4-3 Manlio Dinucci : L'Art de la guerre » : Les missionnaires de l'AfriCom

5 Pièce jointe

5-1 Webster G. Tarpley : Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye.

Tiré à part :

Jean-Philippe Lefief et Guy Kerivel : L'Otan intensifie ses raids en Libye.

L'aviation de l'Otan a procédé tôt mardi à une série de raids nocturnes parmi les plus violents depuis le début, à la mi-mars, des opérations militaires en Libye.

Une douzaine d'explosions ont retenti dans la capitale aux premières heures de la journée.

Moussa Ibrahim, porte-parole du gouvernement libyen, a fait état mardi soir de 19 morts. Le précédent bilan était de trois morts et de 150 blessés.

Les raids visaient la caserne de la Garde populaire, le bâtiment était vide et les blessés sont des personnes habitant à proximité, a-t-il déclaré.

L'agence de presse officielle libyenne Jana rapporte que la mosquée Nouri Bani de Tripoli a été touchée mais cela n'a pu être confirmé de source indépendante.

L'onde de choc déclenchée par les frappes a été si puissante que du plâtre est tombé des plafonds de l'hôtel où résident les correspondants étrangers à Tripoli, à environ deux kilomètres du quartier général de Mouammar Kadhafi.

"C'est certainement, en ce qui concerne une cible unique, l'attaque la plus importante et la plus concentrée que nous avons effectuée à ce jour", a déclaré un responsable de l'Otan à Bruxelles.

Selon l'Otan, engagée depuis deux mois aux côtés des rebelles, c'est un dépôt de véhicules proche du siège du gouvernement qui a été pris pour cible.

"Cette installation est connue pour avoir été utilisée au début de la répression à l'encontre de la population, en février 2011, et qui a continué à l'être ensuite (pour) le réapprovisionnement des forces fidèles au régime qui s'en prennent à des civils innocents", assure l'état-major de l'Alliance dans un communiqué.

Des journalistes, dont les mouvements sont étroitement contrôlés par les autorités, ont été conduits après les raids à l'hôpital central de Tripoli, où les corps de trois hommes touchés à la tête leur ont été présentés.

Un autre homme prénommé Hatim, blessé aux bras et aux jambes, leur a raconté que le toit de sa maison, proche des installations militaires, s'était effondré sur lui et les siens pendant le bombardement.

Emmenées par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les forces de l'Otan procèdent à des frappes aériennes depuis l'adoption en mars de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu qui autorise le recours à la force pour protéger les civils de la répression.

"Nous sommes réticents à utiliser la force mais lorsque nos intérêts et nos valeurs se rencontrent, nous savons que nous avons la responsabilité d'agir", écrivent le président américain, Barack Obama, et le Premier ministre britannique, David Cameron, dans une tribune publiée mardi par le Times.

"C'est pour cette raison que nous avons mobilisé la communauté internationale pour protéger le peuple libyen du régime du colonel Kadhafi."

"Nous avons dégradé sa machine de guerre et empêché une catastrophe humanitaire. Et nous continuerons à faire respecter les résolutions de l'Onu avec nos alliés jusqu'à ce qu'elles soient complètement appliquées", ajoutent-ils.

La France a quant à elle décidé d'intensifier son intervention en engageant des hélicoptères d'attaque dans les opérations de combat. *"Les Britanniques, qui ont des moyens comparables aux nôtres, vont faire la même chose que nous", a assuré le ministre de la Défense, Gérard Longuet.*

Aucune décision n'a encore été prise à ce propos, a toutefois déclaré mardi le secrétaire d'Etat britannique aux Forces armées, Nick Harvey.

"Nous pensons que le temps travaille contre Kadhafi, qu'il ne peut reprendre le contrôle du pays", a commenté lundi Hillary Clinton, jugeant légitime et crédible le conseil de transition mis sur pied à Benghazi par les opposants du dirigeant libyen.

"Leurs capacités militaires s'améliorent et quand, inévitablement, Kadhafi partira, une Libye nouvelle sera prête à aller de l'avant. Nous avons pleinement confiance dans le fruit de nos efforts conjoints", a poursuivi la secrétaire d'Etat lors d'une conférence de presse à Londres.

Jean-Philippe Lefief et Guy Kerivel pour le service français

Reuters, 24/05/2011

Rogozine : l'Otan ne cherche qu'à renverser Kadhafi.

L'opération de l'Otan en Libye se résume à la seule tentative de renverser le régime de Mouammar Kadhafi, a déclaré mardi à la chaîne Rossia 24 le représentant permanent de la Russie auprès de l'Alliance, Dmitri Rogozine.

"Ces actions [celles de l'Otan] n'ont pas pour but d'appliquer les résolutions de l'Onu, mais de renverser le régime de Kadhafi, ce qui va à l'encontre des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies", a-t-il affirmé, soulignant qu'un "entretien très difficile aurait visiblement lieu" mercredi, lors de la réunion du Conseil Russie-Otan au niveau des ambassadeurs.

24 mai - RIA Novosti

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Jean Bricmont - Imperialisme Humanitaire (2) - une vidéo.

http://www.dailymotion.com/video/xissc1_jean-bricmont-imperialisme-humanitaire-2_news#from=embed

1-2 Il faudra que Mr Moreno-Ocampo n'oublie pas ceux-là non plus...

Vu sur Euronews:

L'image montre des rebelles défoncer les portes d'une habitation, pénétrer et tirer à l'intérieur sur tout ce qui est dedans. Le commentaire (cf ci-dessous) dit que *'ce sont probablement des soldats de Khadafi'* à l'intérieur (pour ne surtout pas dire 'soldats gouvernementaux'), mais qu'il n'y a par ailleurs *pas moyen de savoir ce qui se passe...* La ville est parait-il *"désertée par la population"* de toute manière, ils sont disparus où? chassés par qui? aucun intérêt?

Commentaire d'Euronews:

«Bref coup de semonce des rebelles libyens avant de pénétrer dans une maison où se nicheraient des soldats de l'armée régulière. Le mode opératoire semble rodé : tirs nourris, évacuation des lieux, tout va très vite. Cette expédition a lieu à Tawarga, à une quarantaine de kilomètres de Misrata, où les rebelles ont remporté une victoire stratégique le 11 mai dernier.

"Ici on ne voit pas de blessés mais des morts, observe notre reporter Alberto Arce.

Les rebelles sont en train de continuer à tirer à l'intérieur, ce sont très probablement des soldats de Khadafi qui résistent à l'attaque des rebelles. Les tirs sont très violents, je ne sais pas ce qui se passe, il y a beaucoup de confusion."

Dans cette petite ville désertée par la population, les rebelles s'aventurent de maison en maison, ils fouillent, ils tuent, ils se font tuer aussi.

Mais ils restent déterminés à étendre le champs des territoire contrôlés. Le conflit libyen a déjà fait des milliers de morts, selon le procureur de la Cour pénale internationale Luis Moreno-Ocampo.» <http://fr.euronews.net/2011/05/18/avec-les-rebelles-libyens-a-tawarga/>

1-3 Infosplusgabon : L'OTAN fait perdre 1,5 milliard de dinars au secteur des communications de la Libye.

Le secteur des communications en Libye a enregistré une perte totale de l'ordre de 1,5 milliard de dinars libyens (environ 1,2 milliard de dollars américains) à cause des bombardements aériens et les missiles lancés par l'OTAN contre le territoire libyen et les infrastructures de base des télécommunications du pays, a déclaré le président du Conseil d'administration des sociétés Libyan Telcommunications and Technology (LTT) et de l'opérateur de GSM Libyana, Mohamed Ben Ayad.

S'exprimant lors d'un point de presse, lundi soir à Tripoli, il a affirmé que les raids de l'OTAN ont provoqué d'énormes dégâts au niveau des infrastructures de base du secteur des communications, un domaine stratégique dans tous les pays dont les services touchent tous les aspects de la vie tels que les hôpitaux, universités, instituts, postes de Police, banques, aéroports ainsi que toutes les institutions en plus de la facilitation des contacts entre les citoyens à l'intérieur et avec l'étranger que procure ce secteur.

M. Ben Ayad a qualifié le ciblage volontaire et précis de l'infrastructure de base du secteur des communications de « *crime contre l'humanité dans le sens large du terme* », précisant que sans communications les aides médicales sont interrompues ainsi que les secours des blessés et nécessiteux, les prestations des pompiers et autres services humanitaires qui sont affectés. Il a ajouté que les opérations de maintenance des dommages subis par les infrastructures de base des communications en Libye est actuellement impossible en raison de la poursuite des frappes aériennes et de l'incapacité des techniciens d'exécuter leurs travaux.

M. Ben Ayad a condamné la poursuite des bombardements aériens de l'OTAN bien que la Libye ait accepté et respecté les résolutions 1970 et 1973 promulguées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Il a annoncé que l'Office général libyen des communications informera l'Organisation internationale des télécommunications de ce qui se passe dans le pays et des grands dégâts subis par le secteur des communications, affirmant que tous les sites ciblés par les raids n'ont aucun rapport avec des usages militaires.

Le PCA de la LTT et de Libyana a précisé que les prestations des communications ont été interrompues dans plusieurs régions à cause des dommages subis par le système des communications causés par les bombardements aériens et les missiles ainsi que par les actes de sabotage et pillage.

Il a signalé que les bombardements ont provoqué d'énormes dégâts dans la station de fréquences centimétriques de la région de l'ouest de Syrte (centre de Libye), les postes standards de la nouvelle Al-Hisha, d'Al-Wachka et Al-Qaddahiya ainsi que les équipements de la société « Al-Jil Al-Jadeed de communications », les communications en milieu rural et maritime, les émetteurs de radio, les équipements des opérateurs de téléphonie mobile « Al-Madar » et « Libyana » dans la région de Brega, les postes standards d'Al-Ghardabia, d'Al-H'nioua, de Nouflia et le câble maritime de Ras Lanouf (dans l'est du pays).

M. Ben Ayad a affirmé que l'OTAN détruit tout afin de créer, par la suite, une grande opportunité au profit des entreprises des pays étrangers pour la reconstruction de ce qui est détruit actuellement, précisant que la reconstruction de ce qui a été détruit par l'OTAN coûtera des milliards de dollars.

Il a indiqué que la part du lion dans le processus de reconstruction sera accordée aux sociétés des pays participant actuellement aux opérations militaires contre la Libye et à travers des pressions politiques.

17 mai

(Infosplusgabon)

http://www.infosplusgabon.com/article.php3?id_article=6456

1-4 L. Gambetta ; L'avenir n'est interdit à personne,

Ces bâtiments étaient «au cœur de l'appareil utilisé par le régime pour brutaliser la population civile» (porte-parole de l'armée britannique)

Tout ce qui est détruit toujours légitimé de la même manière burlesque

«[Le président du Conseil d'administration des sociétés de télécom libyenne] a affirmé que l'OTAN détruit tout afin de créer, par la suite, une grande opportunité au profit des entreprises des pays étrangers pour la reconstruction de ce qui est détruit actuellement, précisant que la reconstruction de ce qui a été détruit par l'OTAN coûtera des milliards de dollars. Il a indiqué que la part du lion dans le processus de reconstruction sera accordée aux sociétés des pays participant actuellement aux opérations militaires contre la Libye et à travers des pressions politiques.»

[...]

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Marinella Correggia : Gens de Tripoli, dégâts collatéraux.

Tripoli

Dans la soirée, le bruit sec de deux missiles qui explosent à peu de distance interrompt pour quelques minutes le travail du docteur Bashir et des infirmières, à l'hôpital Al Qadra où sont hospitalisés de nombreux blessés (de bombardements précédents de l'OTAN sur Tripoli, nous dit-on). En journée, on ne voit de la guerre dans la capitale libyenne que les très longues files pour acheter de l'essence, les magasins fermés ou les tentes avec le drapeau vert qui constellent jardins publics et rotondes (certains y dorment chaque nuit, en signe de « protection »). En soirée les explosions : lundi elles ont touché certains ministères et les maisons alentour.

Le nuage de fumée s'élargit puis se dissout. Dans les chambres de l'hôpital, à côté d'un homme de 69 ans qui, cinq jours avant, marchait rue Zawya (il a une main en bouillie et une blessure à l'abdomen), se trouve Munir avec sa mère. Le jeune garçon a perdu les deux pieds dans le bombardement du quartier Tajura le 29 mars. Il assure qu'avant ils vivaient tranquilles, et qu'en tous cas ils gagneront. Wafa infirmière, avance vers nous : « *Si vous nous croyez, nous, nous sommes avec notre leader* ». Barqa, une autre infirmière, est marocaine et fait partie des travailleurs étrangers qui n'ont pas perdu leur emploi avec la guerre. Même chose pour Souad, femme de chambre dans un hôtel (avec très peu de clients cependant) : veuve, elle a laissé ses deux filles au Maroc : « *Ma mère me demande ce que je fais ici, sous les bombes... quand on pense comme Tripoli était un endroit sûr, une femme pouvait marcher seule la nuit, et la vie n'était pas chère* ».

Je suis à Tripoli avec « *Global Civilians for peace in Libya* », une des délégations internationales contre la guerre arrivées dans la capitale libyenne à la fois pour informer sur l'impact du conflit sur les civils libyens et pour soutenir, en tant que citoyens, l'idée de la médiation et du cessez-le-feu. Dans notre reconnaissance nous sommes accompagnés de personnel du gouvernement libyen.

Au souk -à côté de Maidan Saha, place de l'horloge, où les passants s'arrêtent devant les photos des « martyrs », civils et militaires tués par l'OTAN ou par les rebelles, et signent le registre des condoléances- le Pakistanais Naim gère une petite boutique d'or et argent, à présent en crise, mais il attend des temps meilleurs. Le souk est tranquille et, comme c'était le cas aussi en Irak, personne ne se montre agressif envers les Occidentaux. Mais nous entendons les mêmes questions qu'à l'hôpital : « *Pourquoi ?* ». Un vendeur de plats en métal dit : « *Kadhafi a du bon et du mauvais, comme tous les gouvernants du monde, qu'est-ce que c'est ces bombes ? Je ne sais pas que voir pour l'avenir* ».

Un avenir en poussière, semble-t-il, pour les travailleurs subsahariens qui ont fui les affrontements dans l'est du pays, les bombes et le chômage : victimes collatérales de la guerre, ils sont maintenant dans un camp de réfugiés à Ben Girdan, en Tunisie, à côté de la frontière libyenne - nous les avons rencontrés sur la route pour rejoindre Tripoli. Kofi, du Ghana, était peintre en bâtiment. Il ne peut pas rentrer au Ghana, il n'y voit pas de perspectives. Il a déjà essayé de partir par la mer mais a été repoussé, il essaiera de nouveau. Un groupe de Bangladeshi travaillait dans le bâtiment à Misrata, ils sont partis il y a six semaines après avoir essayé en vain de se faire payer par l'entreprise. Peu de temps avant, à Djerba en Tunisie, nous avons rencontré deux femmes libyennes : l'une d'elles, Basma Challabi, nous dit avoir fui Benghazi parce que la vie y est trop peu sûre, avec des bandes, la nuit, qui terrorisent et tuent les gens suspectés d'être des pro-Kadhafi (le New York Times aussi en a parlé ces jours-ci). Aisha faisait des études en Angleterre mais rentre à Syrte chez elle : « *Pourquoi l'OTAN ne fait-elle la guerre que contre nous ? La loi internationale ne s'applique qu'à quelques uns ? Et le Bahrein, le Yémen et Gaza ? Et puis qui sont ces rebelles qui prétendent représenter tout le peuple libyen ? Ce Hifter qui est resté vingt ans aux Etats-Unis, il devrait me représenter ? Pourquoi ne négocie-t-on pas au lieu de bombarder ?* ».

L'imam prédicateur Khaled Mohammed, survivant de la tuerie des 11 imams à Brega - de source libyenne on dit que c'était un raid de l'OTAN (qui ne confirme pas) - raconte : « *Nous étions dans le centre résidentiel des travailleurs de la compagnie pétrolière, nous étions arrivés en bus de nombreuses villes libyennes et nous voulions aussi aller à Benghazi* ». Je le rencontre à une conférence nationale de « connaisseurs du Coran » qui a amené ici des centaines de personnes de toute la Libye (je constate combien les Libyens ont la peau très sombre !). « *Nous ne croirons plus aucun gouvernement occidental ni même beaucoup d'arabes* », ajoute l'imam. Reem aussi se sent trahie : rentrée chez elle, dans le quartier Enzara de Tripoli, de Grande-Bretagne où elle faisait des études d'ingénieur pétrolière sponsorisée par British Petroleum : dans sa maison pleine de parents venus pour les condoléances (son cousin de 17 ans, parti comme volontaire dans l'armée libyenne, a été tué à Misrata), Reem dit : « *C'était un problème interne. Le monde, par contre, en a fait une guerre* ».

La délégation internationale de « *Global Civilians for peace in Libya* » a été invitée par l'ONG « *Fact Finding Commission on the current events in Libya* » (Ffc), fondée par l'entrepreneuse italienne Tiziana Gamannossi qui travaille et réside depuis longtemps en Libye (« *Si une bombe tombe sur ma maison sachez que ce n'est pas le régime mais l'OTAN qui m'a tuée* », dit-elle en ironisant). But déclaré de la Ffc : « *démentir la propagande de guerre* », commencée en février par la fausse nouvelle des 10 mille morts et 50 mille blessés « *victimes du régime* » des bombardements de Kadhafi sur les quartiers de Tripoli, les fosses communes (faits tous démentis ensuite) : « *Sur la base d'histoires fabriquées par les media, sans vérifications, a été votée à l'ONU une résolution qui nous a apporté la guerre en ignorant les hypothèses de médiation* », disent les représentants de la Ffc. Ils citent Human Rights Watch, l'organisation new-yorkaise pour les droits humains, selon qui depuis février le conflit libyen a fait environ 1.500 morts entre victimes de l'OTAN, rebelles, soldats libyens et autres civils tués dans les affrontements. Ffc a réalisé une vidéo pour reconstituer les événements de février à Benghazi : elle contient des images choquantes de soldats libyens étranglés par les rebelles (« *et sans déclarations de condamnation internationale* »). Le jour où le procureur général de la CPI Moreno Ocampo déclarait avoir des preuves pour incriminer Kadhafi et son fils, la télévision libyenne a montré la confession d'un présumé rebelle repentant : il raconte les soldats libyens tués à l'arme blanche et les violences horribles contre des filles de familles présumées pro-Kadhafi. Toutes choses qui ressemblent beaucoup à des atrocités analogues attribuées au contraire aux soldats libyens : et pourtant reprises sans aucune critique par la « *communauté internationale* ». La propagande de guerre est spéculaire.

Marinella Correggia

Edition de mercredi 18 mai 2001 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110518/manip2pg/09/manip2pz/303352/>

2-2 Petr Romanov : Moscou, médiateur entre Tripoli et Benghazi.

Le ministère russe des Affaires étrangères est prêt à négocier à Moscou avec la délégation dépêchée par Mouammar Kadhafi et attend l'arrivée de la délégation des rebelles libyens en provenance de Benghazi. Il semble s'agir d'un réel succès de la diplomatie russe. Toutefois on ne voit pas clairement quel programme positif la diplomatie russe pourrait offrir à ses invités, en dehors, bien entendu, du souhait que les deux parties en conflit arrêtent la violence.

Au risque de me tromper, j'ai une impression que la position russe concernant la Libye a toujours été et demeure

mal articulée. A l'origine, le 17 mars 2011, Moscou n'a pas empêché le Conseil de sécurité des Nations Unies d'adopter la résolution sur la Libye, alors que les diplomates russes, comme le reconnaît le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, étaient pleinement conscients du flou de certaines formulations et de la possibilité, pour ainsi dire, d'interpréter le document de manière élargie. Maintenant, la Russie se voit, en fait, obligée de reconnaître que d'aucuns ont abusé sans scrupules de son désir d'être constructive et de ne pas entraver les autres dans leurs efforts pour protéger la population civile libyenne contre les raids des forces aériennes de Kadhafi.

Paris, Londres et Rome, derrière lesquels on décèle clairement l'ombre de Washington, après avoir pris leur temps pour mettre en place une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, utilisent la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Russie a inconsidérément permis l'adoption, afin de renverser le régime de Kadhafi. La question de savoir pourquoi la Russie a aussi naïvement avalé les bonnes intentions de l'Occident, reste sans réponse. Certes, il s'agit là d'une bavure bizarre. Elle est d'autant plus incompréhensible que toute l'expérience précédente des relations entre les partenaires occidentaux et la Russie aurait dû convaincre cette dernière qu'aucun accord avec l'Occident ne peut être conclu sans avoir minutieusement pesé les pour et les contre.

En l'occurrence, ce ne fut manifestement pas le cas. La bonne intention de réduire l'ampleur de l'effusion de sang en Libye s'est finalement traduite, au contraire, par une flambée de violence.

Les autres démarches du ministère russe des Affaires étrangères ne démontrent pas non plus l'existence d'une stratégie claire et nette.

D'une part, la Russie appelle constamment à la recherche des voies menant à la cessation des hostilités en Libye et au démarrage des pourparlers. D'autre part, elle refuse étrangement de rejoindre le groupe de contact pour la Libye, alors que formellement la Russie est destinée à contribuer à la coordination générale des efforts internationaux visant à normaliser la situation en Libye. En adhérant au groupe de contact, la Russie pourrait plus facilement faire en sorte que les objectifs qu'elle proclame se concrétisent.

Ce qui est curieux, c'est que Moscou avait initialement salué la décision de créer ce groupe de contact. Dès le mois de mars, Sergueï Lavrov déclarait: "Si tout cela contribue à une application plus correcte de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, ce sera une initiative utile." Plus tard le ton des déclarations russes a considérablement changé, et le ministère russe des Affaires étrangères s'est mis à répéter de plus en plus fréquemment que le groupe de contact ne devait pas chercher à supplanter le Conseil de sécurité de l'ONU, et que Moscou ne voyait aucun intérêt à rejoindre ce groupe, car la Russie siège au Conseil de sécurité. Toutefois, j'estime qu'après avoir commis un impair au Conseil de sécurité, la Russie devrait en toute logique chercher à y remédier par tous les moyens en utilisant toutes les autres plateformes, y compris celle du groupe de contact. Apparemment le ministère russe des Affaires étrangères n'a toujours pas formulé sa position envers les ennemis de Kadhafi. Ces derniers ont jusqu'à récemment toujours été traités de séditionnaires en Russie, et ce n'est qu'après avoir appris la venue éventuelle à Moscou de la délégation de Benghazi, qu'on a commencé à les qualifier de rebelles. Ce changement ne peut pas rester inaperçu. Certes, la visite de cette délégation a été reportée, mais le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé non seulement ses regrets, mais aussi son espoir de voir prochainement la délégation à Moscou.

Cette position me paraît tout à fait appropriée, car elle correspond pleinement à la volonté exprimée par la Russie de voir cesser de l'effusion de sang en Libye. Quels que soient les adversaires de Kadhafi, ils ne sont certainement pas moins fréquentables que les représentants du mouvement Hamas, que les diplomates russes ont souvent contactés et pour qui ils ont même organisé une visite guidée du Kremlin, au nom de la paix au Moyen-Orient. Maintenant rien ne doit les empêcher de montrer les curiosités du Kremlin à la délégation de Benghazi.

Tout cela laisse pourtant sans réponse la question posée au début de cet article, à savoir quand la Russie compte réconcilier les adversaires irréductibles par ses propres efforts. Qui plus est, en boudant le groupe de contact pour la Libye.

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction.

Petr Romanov, RIA Novosti

18/05/2011

<http://fr.rian.ru/discussion/20110518/189518812.html>

2-3 Manlio Dinucci : Les hyènes du désert existent, la France aide à leur formation

A Zayed Military City, un camp d'entraînement dans une zone désertique des Emirats arabes unis, est en train de naître une armée secrète qui sera utilisée non seulement à l'intérieur du territoire mais aussi dans d'autres pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. C'est Erick Prince qui est en train de la mettre sur pied : un ex commando des Navy Seals qui avait fondé en 1997 la société Blackwater, la plus grande compagnie militaire privée utilisée par le Pentagone en Irak, Afghanistan et autres zones de guerre. La compagnie, qui en 2009 a été renommée Xe Services, (afin, entre autres motifs, d'échapper aux actions juridiques pour les massacres de civils en Irak) dispose aux Etats-Unis d'un grand camp d'entraînement où elle a formé plus de 50mille spécialistes de la guerre et de la répression. Et elle est en train d'en ouvrir d'autres.

A Abu Dhabi, Erick Prince a stipulé, sans apparaître personnellement mais à travers la joint-venture Reflex Responses, un premier contrat de 529 millions de dollars (l'original, daté du 13 juillet 2010, a été rendu public

maintenant par le New York Times). Sur cette base a commencé dans divers pays (Afrique du Sud, Colombie et autres) le recrutement de mercenaires pour constituer un premier bataillon de 800 hommes. Ils sont entraînés aux Emirats par des spécialistes étasuniens, britanniques, français et allemands, provenant de forces spéciales et de services secrets. Ceux-ci sont payés 200-300 mille dollars par an, et les recrues 150 dollars par jour. Une fois prouvée l'efficacité du bataillon dans une « action réelle », Abu Dhabi financera avec des milliards de dollars la mise sur pied d'une brigade entière de plusieurs milliers de mercenaires. On prévoit de construire aux Emirats un camp d'entraînement analogue à celui en fonction aux Etats-Unis.

Le principal appui de ce projet est le prince héritier d'Abu Dhabi, Sheik Mohamed bin Zayed al-Nahyan, formé à l'académie militaire britannique Sandhurst et homme de confiance du Pentagone, fauteur d'une action militaire contre l'Iran. Le prince et son ami Erick Prince ne sont cependant que les exécutants du projet, qui a sûrement été décidé dans les hautes sphères de Washington. Son but réel est révélé par les documents cités dans le New York Times : l'armée qui est en train d'être formée aux Emirats conduira « des missions opérationnelles spéciales pour réprimer des révoltes intérieures, du type de celles qui sont en train de secouer le monde arabe cette année ». L'armée de mercenaires sera donc utilisée pour réprimer les révoltes populaires dans les monarchies du Golfe, avec des interventions comme celle qui a été menée en mars par les troupes des Emirats, du Qatar et de l'Arabie saoudite au Bahrein où on a écrasé dans le sang la demande populaire de démocratie. « Des missions opérationnelles spéciales » seront effectuées par l'armée secrète dans des pays comme l'Egypte et la Tunisie, pour briser les mouvements populaires et faire en sorte que le pouvoir reste entre les mains des gouvernements garants des intérêts des Etats-Unis et des plus grandes puissances européennes. Et en Libye aussi, où le plan USA/OTAN prévoit sûrement l'envoi de troupes européennes et arabes pour fournir « l'aide humanitaire aux civils libyens ». Quel que soit le scénario - soit une Libye « balkanisée » divisée en deux territoires opposés dirigés par Tripoli et Benghazi, soit une situation de type irako-afghan à la suite du renversement du gouvernement de Tripoli- l'utilisation de l'armée secrète de mercenaire s'annonce : pour protéger les implantations pétrolifères qui sont de fait aux mains des compagnies étasuniennes et européennes, pour éliminer des adversaires, pour garder le pays dans un état de faiblesse et de division. Ce sont les « solutions innovantes » que Xe Services (ex Blackwater), dans son auto présentation, se vante de fournir au gouvernement étasunien.

Edition de mercredi 18 mai 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110518/manip2pg/08/manip2pz/303351/>

2-4 Philippe Leymarie « Elargissement des cibles » en Libye.

Silence assourdissant, en Europe, pendant que l'OTAN mène en son nom une guerre qui ne dit pas son nom : en deux mois, deux mille six cents « frappes » sur des cibles en Libye. L'opération « Unified protector », vendue à l'ONU sous un manteau humanitaire, a conduit à prendre parti dans une guerre civile, et à glisser de l'imposition d'une « zone d'exclusion aérienne » à une expédition punitive visant un régime et un homme, promu au rang de « nouveaux Satans » – quitte à générer des victimes civiles supplémentaires, des destructions, la désorganisation d'un pays... A fabriquer encore plus de réfugiés, d'émigrés... Voire à courir un risque de partition du pays – avec au final un rapport coût-efficacité pour le moins contestable.

- [Régime « fini »](#)
- [« Lâches croisés »](#)
- [« Papa, reviens ! »](#)
- [Sanctions et défections](#)
- [Abonnés absents](#)
- [Occasions manquées](#)
- [Dégâts et surcoût](#)

Plus vite, plus fort : les dirigeants européens les plus en pointe dans l'actuelle opération en Libye souhaitent des résultats plus déterminants et rapides :

ils sont soucieux de ne pas ajouter des tensions sur un marché du pétrole déjà très nerveux depuis quelques mois ;

ils craignent que la prolongation du conflit ne favorise le courant islamiste d'AQMI, et ne provoque un afflux supplémentaire d'immigrés d'Afrique du Nord ou d'Afrique noire ;

en outre, leurs opinions publiques, bien que plutôt indifférentes au sort des Libyens eux-mêmes, regardent avec méfiance cet engagement coûteux, avec risque d'enlèvement à la clé.

D'où ces appels, côté français et britannique, ces derniers jours, à « intensifier les frappes » et à « élargir les cibles ». Et un début de réalisation, dans la nuit du 16 au 17 mai : le bombardement, à Tripoli, d'un siège de la police et du département chargé de l'anti-corruption, visés par des missiles tirés depuis le sous-marin Triumph et des chasseurs Tornado britanniques.

Le ministère de la défense à Londres présente ces objectifs sous un jour un peu différent : il s'agirait des locaux d'une agence de renseignement, et d'une base d'entraînement des gardes du corps qui assurent la protection des dignitaires du régime de Mouammar Kadhafi. Mais, dans les deux versions, on s'éloigne de la « protection des populations » (mandat délivré par le Conseil de sécurité le 17 mars 2011), qui avait été très vite élargie à la destruction des installations militaires libyennes et à l'appui aux combattants du Conseil national de transition (CNT) basé à Benghazi.

Régime « fini »

Deux déclarations récentes éclairent cette problématique de « l'élargissement » :

« *Nous souhaitons intensifier la pression militaire parce que, compte tenu de la personnalité de Kadhafi, il ne comprendra que cela, c'est-à-dire la force* », fait valoir le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, pour qui le régime est « fini » (entretien avec *Al-Hayat*, samedi 14 mai).

« *Il faut sérieusement envisager d'élargir le champ de nos objectifs* », affirme le général David Richards le chef d'état-major britannique : « *Pour l'instant, l'OTAN n'attaque pas les infrastructures en Libye. Si nous n'augmentons pas la mise, Kadhafi risque de s'accrocher au pouvoir* » (*Sunday Telegraph*, 15 mai).

Au passage, le patron de l'armée britannique trouve un « arrangement » pour justifier une éventuelle élimination physique du numéro un libyen : l'OTAN ne cherche pas, dit-il, à l'atteindre directement, mais « *s'il se trouve qu'il est dans un centre de commandement au moment d'un raid et qu'il est tué, cela n'a rien "d'illégal"* ».

L'Organisation transatlantique assure (contre toute vraisemblance) qu'elle ne vise pas les individus, et que, n'étant pas présente au sol en Libye, elle n'a aucun moyen d'établir les bilans des frappes, de suivre les déplacements des dirigeants libyens. Une pirouette qui avait déjà été utilisée le mois dernier, pour passer par pertes et profits la mort d'un fils et de deux petits enfants du dictateur libyen, tués lors du bombardement d'un « centre de commandement ».

« Lâches croisés »

Le chef de la diplomatie italienne, Franco Frattini, se référant à des indications de Mgr Giovanni Martinelli, l'évêque catholique de Tripoli, resté en contact avec les autorités libyennes [1], croyait savoir le 13 mai dernier que Kadhafi a « *probablement quitté Tripoli et qu'il a sans doute également été blessé* ». Ce que le gouvernement libyen a aussitôt démenti, après avoir fait diffuser le même jour par la chaîne de télévision Jamahiriya un message audio du « Guide » : « *Je dis aux lâches croisés que je me trouve dans un lieu que vous ne pouvez pas atteindre et où vous ne pouvez pas me tuer.* »

Certes, l'ex-« bouillant colonel » est indéfendable. Mais « Unified protector » sent maintenant la chasse à l'homme. Bien enfoncé dans un bunker, Kadhafi peut résister à tout ou presque, et même fanfaronner : combien de personnes faudra-t-il tuer avant d'arriver à lui ? Combien de destructions devront endurer le pays et sa population, pour obtenir la peau d'un homme promu au rang de nouveau Satan par ceux qui, il y a quelques mois, commerçaient tranquillement avec l'ex- et futur diable.

« Papa, reviens ! »

L'action psychologique fait également partie de l'opération « Unified protector ». L'agence Reuters rapportait lundi que l'OTAN, utilisant les fréquences de la radio militaire libyenne, s'adresse en ces termes aux membres des forces de sécurité libyennes :

Nul n'a le droit de transformer la vie de son peuple en enfer sur terre...

Cessez de combattre votre peuple...

Vos dirigeants ont perdu le contrôle du pays...

Ils ont recruté des mercenaires non libyens et les ont laissés violer votre population...

Vous avez le choix. Bâtir une Libye pacifique au profit de votre famille et un avenir meilleur pour votre pays, ou vous exposer à la poursuite des raids aériens qui ont commencé le 19 mars...

on entend aussi la voix d'une femme qui déclare : « Pourquoi, mon fils, pourquoi vas-tu tuer les tiens ? »

et un enfant en pleurs qui crie : « Papa, reviens à la maison, arrête de te battre » [2].

Sanctions et défections

Outre ces frappes qu'ils demandent à l'OTAN d'intensifier et d'élargir, les dirigeants européens tablent :

sur les sanctions internationales, comme le lancement le 16 mai, par Luis Moreno-Ocampo, le procureur de la Cour pénale internationale, de mandats d'arrêts internationaux à l'encontre de Mouammar Kadhafi, d'un de ses fils, et du chef des renseignements, pour « crimes contre l'humanité » (il leur est reproché d'avoir planifié et ordonné des attaques étendues contre la population civile, d'avoir ouvert le feu sur les manifestants, attaqué des civils chez eux, bombardé des processions funéraires, et déployé des tireurs embusqués pour tuer les fidèles sortant des mosquées) [3].

sur des défections, comme récemment celle du ministre des pétroles libyens, Choukri Ghanem, venant après celles de plusieurs ministres et militaires. Selon Franco Frattini, « *les heures du régime (libyen) sont comptées* » et une partie de son entourage chercherait « *une porte de sortie* » pour un exil du colonel Mouammar Kadhafi. « *Nous travaillons avec l'ONU pour que soit trouvée une porte de sortie politique, afin que le dictateur et sa famille se retirent de la scène* », a assuré le ministre italien des affaires étrangères [4].

Abonnés absents

Alors que la Ligue arabe et l'Union africaine – les deux organisation régionales qui avaient apporté leur caution à l'offensive lancée par le trio américano-franco-britannique – restent aux abonnés absents, ou sont en tout cas inaudibles, deux médiations ont été tentées ces derniers jours, pour tenter de trouver une solution politique au conflit :

l'envoyé spécial de l'ONU, Adbel-Elah al Khatib, a été reçu dimanche 15 mai à Tripoli par le chef du gouvernement, Baghdadadi Mahmoudi, qui lui a indiqué que le régime était prêt à « *un cessez-le-feu immédiat qui coïnciderait avec un arrêt des bombardements de l'OTAN* » (selon l'agence officielle Jana).

la Russie, par la voix de son chef de la diplomatie, Serguei Lavrov, qui recevait des émissaires libyens à Moscou, a appelé le régime libyen à « *pleinement mettre en œuvre la résolution du Conseil de sécurité (...), le principal maintenant, c'est de se mettre d'accord sur le délai et les conditions d'un armistice* » [5].

« Si l'on arrive à le faire, alors il n'y aura plus aucune raison pour continuer les bombardements de l'aviation de l'OTAN, qui dépassent largement le cadre des objectifs fixés par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », a encore déclaré M. Lavrov qui considère le groupe de contact formé sur la Libye à l'initiative des Occidentaux (et auquel ne participent ni Moscou ni Pékin) comme une « *structure autoproclamée* ». Le diplomate russe a également critiqué l'intention, selon lui, d'étendre la compétence de ce groupe à d'autres crises de la région, comme celle qui se déroule en Syrie. Moscou souhaite recevoir prochainement des émissaires de la rébellion.

Occasions manquées

Du côté du parlement européen, ça bouge un peu : le [rapport Gualtieri](#), adopté mercredi 11 mai, il « *déplore que les Etats membres de l'Union se montrent réticents à définir une position commune sur la crise en Libye* ». Il met en garde sur le fait qu'un « *usage disproportionné de la force* » outrepassé le mandat de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, et invite la Haute représentante « *à prendre des mesures concrètes afin de garantir au plus tôt l'instauration d'un cessez le feu, pour stopper l'effusion de sang et la souffrance de la population libyenne* ». Pour Leslie Gelb, qui commente de longue date la politique étrangère américaine [6], l'objectif de « débarquer » en priorité Kadhafi a conduit à passer à côté de plusieurs occasions diplomatiques, comme la tentative de médiation tentée à la mi-avril par l'Union africaine pour obtenir un cessez-le-feu.

Le professeur Sean Kay, qui suit les questions de l'OTAN, estime que « *l'élimination du "Guide" libyen ne serait pas d'un grand secours si le pays tombe dans une guerre civile de type somalien – le mieux que l'on puisse espérer, à ce stade, étant une partition de facto de la Libye, ce qui n'est certainement pas ce à quoi aspirait l'OTAN lorsque cette aventure a commencé* ».

Tandis que Tony Cordesman, du Centre d'études stratégiques de Washington, regrette que l'opération n'ait pas été préparée plus sérieusement, avec un plan d'action, des moyens et la volonté de frapper fort et vite, alors qu'aujourd'hui les Britanniques, Français et Américains se retrouvent, deux mois après le déclenchement des hostilités, sans « plan B », sinon celui de poursuivre les frappes.

Dégâts et surcoût

Selon des sources de l'OTAN, il n'y a pas « d'enlèvement » : après trois mois de guerre civile, le régime serait « *sur la défensive* » (mais on le serait à moins !), l'aviation libyenne serait détruite à plus de 80 % et l'armée de terre aurait subi de lourdes pertes avec plus de 30 % du matériel lourd détruit et 50 % de ses stocks de munitions anéantis. Le conflit a fait 800 000 réfugiés, 50 000 personnes sont entrées en Tunisie, plusieurs centaines de milliers en Egypte, plusieurs dizaines de milliers ont fui vers l'Europe par la mer. Et il y a plusieurs milliers de victimes – sans plus de précision.

Pour la France, qui assure un cinquième des sorties aériennes et un tiers des frappes, le sur-coût de l'opération « *Harmattan* » (déclinaison française de « *Unified Protector* ») serait d'environ 1,2 millions d'euros par jour – soit, en deux mois, 72 millions (dont plus de la moitié en missiles). Un coût comparable à l'engagement français en Afghanistan. Le [surcoût total des « opex » françaises](#) pour cette année devrait approcher le milliard d'euros (contre 850 millions en 2010).

Notes

[1] Depuis le début des opérations de l'OTAN, explique l'agence Reuters, Mgr Martinelli s'est montré critique envers la stratégie occidentale, affirmant que de nombreux civils avaient trouvé la mort lors des raids de la coalition. Il a fini par quitter Tripoli pour Tunis, a indiqué l'évêché de Tripoli.

[2] Le message, selon Reuters, est diffusé en anglais et dans un arabe prononcé avec un accent irakien.

[3] Conférence de presse à La Haye, lundi 16 mai 2011.

[4] Entretien diffusé par Canale5, 16 mai 2011.

[5] Allié traditionnel de la Libye, la Russie s'était – tout comme la Chine – abstenue le 17 mars, lors du vote de la résolution 1973 qui a permis l'intervention d'une coalition internationale en Libye, mais avait renoncé à exercer son droit de veto.

[6] Cité par Jonathan Marcus, spécialiste des questions de défense à la BBC. *The Guardian*, 11 mai 2011.

[Philippe Leymarie](#)

Mercredi 18 mai 2011

Philippe Leymarie, collaborateur du *Monde diplomatique*, a été chargé des questions africaines et de défense sur Radio-France internationale (RFI). Il est l'auteur, avec Thierry Perret, des *100 Clés de l'Afrique* (Hachette littérature, 2006).

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Mouammar Kadhafi : Diplôme d'officier dans le corps des transmissions.

Issu d'une famille de paysans bédouins et élevé dans le désert, Mouammar Kadhafi reçoit une éducation très religieuse. Alors qu'il suit les cours de l'école préparatoire de Sebha dans le Fezzan, au sud-ouest de la Libye, il crée, avec des amis, un groupuscule révolutionnaire. **Un premier acte politique contre le pouvoir en place qui lui vaut d'être exclu de l'école en 1961.** Passionné par l'Egyptien Nasser et son courant panarabe, Kadhafi se dirige alors vers le Droit. A l'université de Libye, il obtient un diplôme dit "de seconde classe", le "2:1 Hons",

équivalent à un bac +3. Sa formation est ensuite essentiellement militaire : à l'académie militaire de Benghazi en 1963, où il réactive son mouvement contre la monarchie en place, puis au British Army Staff College en Angleterre, où il obtient, en 1966, le grade d'officier dans le corps des transmissions.

En 1963, après avoir obtenu son baccalauréat de philosophie-lettre, jugeant que l'armée serait amenée à jouer un rôle de premier plan dans la bataille pour l'émancipation, Kadhafi entra à l'Académie militaire de Benghazi. Il fit tant et tant de propagande dans l'armée qu'il la retourna toute entière. A tel point que dans la nuit du 30 aout au 1^{er} septembre 1969, la révolution lybienne put se faire en deux heures sans que coule une seule goutte de sang ! Qui dit mieux ? Et si la télé nous dit tant de mal de kadhafi, c'est certainement parce que justement, pour sa révolution, il n'a eu besoin de tuer personne.

C'est aussi, sans doute, parce que dès le lendemain les salaires avaient été multipliés par deux et les loyers divisés par deux. Mais bien sûr, c'est aussi, parce que, quelques années après, réussissant plus ou moins l'union des pays vendeurs de pétrole, il réussit à faire en sorte que l'occident soit obligé de l'acheter à un prix un peu plus correct ! Et d'ailleurs, Kadhafi sert bien la compagnie d'aviation Boing : en effet, il revient bien moins cher d'accuser Kakhafi de terrorisme à chaque accident d'avion que de financer la sécurité ! Pour confirmer mes dire, j'ai entendu à France-Info, que maintenant que Kadhafi avait pu prouver qu'il n'y était pour rien, dans l'histoire de Lokerby, Boing disait que finalement c'était l'Iran. En tout cas, c'est sûrement pas la faute au fait que le propriétaire de Boing ne veut pas payer les frais d'entretien de ses avions !

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=6088>

VISIONNER LES 3 VIDEOS SUR CE LIEN

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Manlio Dinucci : La montre des dépenses militaires.

Rubrique L'art de la guerre

Imaginez que vous avez au poignet une montre digitale qui n'indiquerait pas seulement les minutes et les heures, mais les chiffres des dépenses militaires de minute en minute et d'heure en heure. Vous pouvez ainsi voir qu'en Italie on dépense en argent public, dans le secteur militaire, plus de 50 mille euros à la minute, 3 millions à l'heure, 76 millions par jour. Ce qui équivaut à environ 27 milliards d'euros (38 milliards de dollars) en une année. La montre est réglée sur les dernières données du Sipri (le réputé institut international dont le siège est à Stokolm), relatives à la dépense militaire de 2010. On peut voir la dépense mondiale sur un autre cadran : on dépense dans le monde à des fins militaires plus de 3 millions de dollars par minute, 186 millions par heure, 4,5 milliards par jour. Ce qui équivaut à 1.630 milliards de dollars en une année. Calculée nette d'inflation, la dépense militaire mondiale en 2010 dépasse de 50% celle de 2001. Dans le classement des pays qui dépensent le plus, les Etats-Unis se trouvent nettement au premier rang avec environ 700 milliards de dollars annuels, équivalant à 43% de la dépense mondiale. Suivent la Chine, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, le Japon, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, l'Inde et l'Italie. Ces dix pays totalisent les trois quarts de la dépense militaire globale des 171 pays recensés par le Sipri. Toutes ces données peuvent se lire sur la montre spéciale, que tout gouvernant devrait porter au poignet. Le premier exemplaire de ces montres (avec gravé sur le boîtier en or massif « *God Don't Bless America* ») devrait être donné au président des Etats-Unis pour lui rappeler que, si en 2010 la dépense militaire mondiale a augmenté en termes réels de 20 milliards de dollars par rapport à 2009, ceci est dû presque entièrement à la croissance de la dépense militaire étasunienne. Si une telle somme avait été épargnée, on aurait pu recueillir les 20 milliards de dollars qu'Obama et les autres leaders, au Summit G8 de L'Aquila en 2009, avaient promis mais jamais donnés, pour combattre la faim dont est victime dans le monde plus d'un milliard de personnes.

En Italie, c'est avant tout le président de la république, le président du conseil et les membres du gouvernement qui devraient recevoir la montre, dans une série spéciale dédiée au centenaire de la première guerre de Libye (*le 5 octobre 1911 les troupes italiennes débarquèrent à Tripoli, NdT*), particulièrement significatif aujourd'hui alors que l'Italie est engagée dans la seconde guerre coloniale en Libye. Cette même montre, avec gravé sur le boîtier « *Souviens-toi que l'Italie répudie la guerre* » (Article 11 de la Constitution italienne : « *L'Italie répudie la guerre comme mode de solution des controverses internationales* », NdT), devrait être donnée aussi aux parlementaires. En particulier aux rangs bipartisans qui attribuent cette année 800 millions d'euros d'argent public pour la guerre en Afghanistan (après y avoir déjà dépensé plus de 3 milliards), auxquels s'ajoutent plus de 100 millions par mois pour la guerre de Libye. Ce serait bien que cette montre soit aussi portée par les hommes politiques et les syndicalistes qui, tandis qu'ils se plaignent de la pression fiscale et de la rareté des fonds pour les dépenses sociales, oublient que chaque année l'Italie dépense dans le militaire l'équivalent d'une grosse loi de finances et qu'on trouverait les sous pour les dépenses sociales si on avait la volonté de réduire la dépense militaire.

Ce serait important que tous les citoyens portent cette montre. Ils verraient ainsi que la dépense militaire d'une seule journée équivaut aux salaires annuels bruts de 3 mille enseignants ou autres travailleurs. Et ayant vu « *quelle dépense il est* », ils diraient qu'il est temps d'en finir.

Manlio Dinucci

17-05

4-2 El Moudjahid : Le conflit en Libye : Au centre d'un sommet extraordinaire de l'UA aujourd'hui.

La situation en Libye, où l'OTAN poursuit ses frappes militaires, sera, aujourd'hui à Addis-Abeba, au centre d'un sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) qui tente depuis plusieurs semaines de favoriser une solution politique au conflit sur la base de la feuille de route adoptée le 10 mars dernier par son Comité ad hoc de haut niveau sur la Libye.

L'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Abdel Ilah Khatib, a indiqué qu'il accompagnera le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon dans la capitale éthiopienne pour "assister au sommet de l'Union africaine et avoir des consultations avec des responsables de l'UA et des pays membres sur les moyens de régler politiquement la crise libyenne". Ce sommet extraordinaire de l'UA prévu pour deux jours "sera l'occasion d'examiner la situation prévalant en Libye, sur la base du travail que mène le comité ad hoc de haut niveau de l'UA sur la Libye, et d'autres situations de conflit (en Afrique), aux fins d'articuler des réponses collectives africaines en vue de leur règlement rapide", selon un communiqué de l'organisation.

Le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, a déploré le manque d'intérêt accordé par la communauté internationale à l'initiative africaine pour mettre fin aux hostilités en Libye par des moyens diplomatiques et via des négociations entre les parties en conflit.

"Nous (l'Union africaine) ne sommes pas très écoutés et nous voyons que la résolution 1973 de l'ONU qui concernait l'humanitaire, qui est basée sur la responsabilité de protéger (les populations civiles) (...) est pratiquement déjà violée dans l'esprit et la lettre", a-t-il déploré.

La dernière réunion en date s'est tenue dimanche, réunissant le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et sécurité (CPS) de l'UA qui ont souligné la nécessité d'un cessez-le-feu crédible et vérifiable, encourageant l'UA et l'ONU, ainsi que d'autres acteurs intéressés, à ouvrir pour cet objectif.

La feuille de route de l'UA souligne notamment la nécessité d'une "cessation immédiate de toutes les hostilités, de la coopération des autorités libyennes concernées pour faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire aux populations dans le besoin et de la protection des ressortissants étrangers y compris les travailleurs migrants africains vivant en Libye".

Dans le cadre des efforts visant à résoudre la crise libyenne, des chefs de tribus libyennes ont transmis une lettre au secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, lors d'une rencontre au Caire, dans le but d'encourager une solution pacifique au conflit, selon des médias égyptiens.

La capitale égyptienne doit également accueillir lundi prochain une réunion sur la Libye avec la participation de responsables de la Ligue arabe, de l'ONU, de l'UA, de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), d'après une source au sein de l'organisation panarabe.

Par ailleurs, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, et qui s'était opposée à l'intervention militaire de la coalition étrangère en Libye, a souhaité que le sommet extraordinaire de l'UA, permettra d'édicter des mesures qui mettront fin aux hostilités dans ce pays. "J'espère que grâce à cette rencontre, une ligne susceptible de mettre un terme à l'effusion de sang sera formulée à partir des propositions qui se trouvent sur la table de négociations, dont l'initiative du Conseil national de transition (CNT, rébellion)", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

M. Lavrov a estimé aussi que le CNT constitue un "partenaire légitime" de négociation sur l'avenir de ce pays. La Russie a reçu la veille Abdel Rahman Shalgam, un ancien ministre des Affaires étrangères et ambassadeur de Libye à l'ONU. Le CNT, rappelle-t-on, a été reconnu par certains pays notamment occidentaux qui le considèrent comme seul représentant du peuple libyen. Les Etats-Unis ont invité les rebelles à ouvrir une représentation à Washington.

El Moudjahid

24 mai 2011

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/12420>

4-3 Manlio Dinucci : L'Art de la guerre » : Les missionnaires de l'AfriCom

Présenté par le Prix Nobel de la Paix Barack Obama comme une œuvre humanitaire d'aide au développement de l'Afrique, l'AfriCom est en réalité une force de projection permanente destinée à coloniser le continent noir. Son premier exploit médiatique est de soigner des enfants malades, mais sa première mission réelle aura été de bombardier la Libye.

À première vue on dirait des missionnaires comboniens [1]. Mais ce sont les militaires de l'AfriCom, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique. À Djibouti ils soignent les pauvres, tandis qu'en Éthiopie ils construisent des écoles et au Malawi ils font face à une urgence humanitaire. Ces bonnes actions et bien d'autres sont l'œuvre de l'AfriCom. « L'Amérique a la responsabilité de travailler avec vous comme partenaire », a dit le président Obama dans son discours « historique » du 11 juillet 2009 au Ghana [2], en garantissant que l'AfriCom allait avant tout contribuer à « résoudre pacifiquement les conflits ». Et en assurant que « l'Amérique (Etats-Unis,

NdT) *n'essaiera d'imposer aucun système de gouvernement à aucune autre nation* », parce que « *la vérité essentielle de la démocratie est que chaque nation détermine son propre destin* ».

Vingt mois plus tard, le 19 mars 2011, l'AfriCom a lancé l'opération Odissey Dawn, la première phase de la guerre dont le but réel est de renverser le gouvernement de Tripoli pour imposer à la Libye (pays qui a les plus grandes réserves pétrolières d'Afrique) un gouvernement qui plaise à Washington. Obama a aussi dit que les États-Unis s'emploient à soutenir en Afrique des « *démocraties fortes et durables* », parce que « *le développement dépend du bon gouvernement* ». Mission que l'AfriCom réalise en formant en Afrique des « *forces militaires partenaires, professionnelles et compétentes, pour créer une situation stable et sûre en soutien de la politique extérieure USA* ».

L'AfriCom contribue donc au bon gouvernement en Afrique en s'appuyant sur ces sommets militaires que Washington juge fiables ou pouvant être conquis. De nombreux officiers sont formés au Centre d'études stratégiques pour l'Afrique et dans divers programmes, surtout l'ACOTA à travers lequel ont été entraînés environ 50 000 instructeurs et soldats africains. Même objectif pour les manœuvres militaires conjointes, comme l'Africa Lion actuellement en cours au Maroc, où ont débarqué 2 000 Marines. La manœuvre, à laquelle participent 900 militaires marocains, est dirigée par un commandement conjoint mobile (Djc2) envoyé par la US Army Africa, le quartier général de Vicence (région Frioul Vénétie Julie, NdT) des forces terrestres AfriCom, relié à celui des forces navales basé à Naples.

Le Djc2, explique un officier, peut être déployé « *dans n'importe quelle condition, dans n'importe quelle partie du continent* ». Même si le quartier général de l'AfriCom reste à Stuttgart, étant donnée la réticence de quasiment tous les pays africains à l'accueillir, et si Obama assure que ce dernier « *n'a pas pour objectif d'avoir un point d'appui en Afrique* », l'AfriCom a déjà là une force permanente : la force d'intervention jointe de la Corne d'Afrique, environ 2 000 hommes basés à Djibouti, qui mène des opérations (en grande partie secrètes) dans divers pays.

L'AfriCom a aussi diverses « *Stations pour le partenariat en Afrique* » : des navires de guerre qui vont de port en port, fonctionnant comme bases mobiles où sont entraînés les militaires africains. Les escales préférées sont celle d'Afrique occidentale, région riche en pétrole et autres ressources précieuses, où la frégate lance-missiles Robert G. Bradley a visité en avril le Cap Vert et le Sénégal. Pour l'entraînement (et pour des opérations secrètes), l'AfriCom recourt aussi à des compagnies militaires privées, comme les tristement célèbres DynCorp et Xe Services, payées avec les fonds d'un milliard de dollars institués par le Département d'Etat pour « *le maintien de la paix en Afrique* ».

[1] Congrégation missionnaire connue en Italie pour ses œuvres en Afrique ; le père A. Zanotelli, en particulier, très engagé dans le mouvement italien anti-guerre, en fait partie. NdT.

[2] « Discours devant le Parlement du Ghana », par Barack Obama, Réseau Voltaire, 11 juillet 2009.

Manlio Dinucci

Géographe et géopolitologue. Derniers ouvrages publiés : Geograficamente. Per la Scuola media (3 vol., Zanichelli, 2008) ; Escalation. Anatomia della guerra infinita, DeriveApprodi (2005).

Il Manifesto, 24 mai 2011

Traduction Marie-Ange Patrizio

<http://www.voltairenet.org/article170003.html>

<http://www.voltairenet.org/article161021.html>

5 Pièce jointe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

LE RECYCLAGE DES HOMMES DE BEN LADEN

5-1 Webster G. Tarpley : Ennemis de l'OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye.

S'appuyant sur le dépouillement entrepris à l'Académie militaire de West Point des archives confisquées de l'Émirat islamique d'Irak, l'historien et journaliste états-unien Webster G. Tarpley montre que le personnel du Conseil national de transition libyen est largement issu d'al-Qaida. Dans un vaste mouvement de réorganisation de leurs actions secrètes, les États-Unis encadrent en Libye —et en Syrie— les jihadistes contre lesquels ils luttent en Irak et en Afghanistan. « Ben Laden est mort ! Vive les benladenistes ! », peut-on s'exclamer avec cynisme à Washington. RESEAU VOLTAIRE | WASHINGTON DC (ÉTATS-UNIS) | 21 MAI 2011

« *Des serpents, la soif, la chaleur et le sable, seule la Libye peut présenter cette multitude de malheurs qui pousserait tout homme à la fuir.* »

Lucain, *La Pharsale*

L'actuelle opération militaire contre la Libye a été motivée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU [1] et a pour objectif de protéger les civils. Les déclarations du président Obama, du Premier ministre britannique David Cameron, du Président Sarkozy [2], et d'autres dirigeants ont souligné la nature humanitaire de cette intervention, qui a officiellement pour but d'empêcher le massacre de forces pro-démocratiques et de partisans des droits de l'homme par le régime de Kadhafi.

Mais dans le même temps, de nombreux commentateurs ont manifesté une certaine anxiété en raison du mystère entourant le gouvernement de transition anti-Kadhafi qui a vu le jour au début du mois de mars dans la ville de Benghazi située dans le district cyrénéique au nord-est de la Libye. Ce gouvernement a déjà été reconnu par la France et le Portugal comme le seul représentant légitime du peuple libyen. Le Conseil des rebelles semble se composer d'un peu plus de 30 délégués, dont la plupart restent entourés d'un halo de mystère. De plus, les noms de plus d'une douzaine de membres de ce Conseil sont tenus secrets, prétendument pour protéger ces personnes de la vengeance [éventuelle] de Kadhafi. Mais il pourrait bien y avoir d'autres raisons derrière ce secret entourant leur identité. Malgré les nombreuses incertitudes, les Nations unies et une bonne partie des nations clés de l'OTAN, dont les USA, se sont empressées d'aider les forces rebelles au moyen de frappes aériennes, ce qui a mené à la perte d'un ou deux avions de la Coalition avec la perspective de pertes bien plus lourdes surtout en cas d'invasion [terrestre]. Il est grand temps que les États-Uniens et les Européens en sachent un peu plus au sujet de ces rebelles qui sont supposés représenter une alternative démocratique et humanitaire au régime de Kadhafi.

Il est clair que les rebelles ne sont pas des civils, mais bien une force armée. Quel genre de force armée ? Étant donné la difficulté d'étudier les chefs rebelles depuis l'étranger, et puisque le profil sociologique des rebelles est impossible à établir au beau milieu de cette guerre, peut-être que la méthode typiquement utilisée en histoire des sociétés peut être appelée à la rescousse. Existe-t-il un moyen de savoir exactement quel climat d'opinion prévaut dans ces villes du nord-est de la Libye, comme Benghazi, Tobrouk ou Darna, qui représentent les foyers de la rébellion ?

Une étude « West Point » datant de décembre 2007 s'est penchée sur le profil des combattants étrangers de la guérilla, et a établi que des djihadistes ou des Moudjahidins, certains étant des kamikazes potentiels, ont traversé la frontière syrienne pour se rendre en Irak pendant la période 2006-2007, le tout étant supervisé par l'organisation terroriste internationale al-Qaida. Cette étude se base sur près de 600 fiches du « personnel » saisies par les Forces US à l'automne 2007, puis analysées à West Point à l'aide d'une méthodologie que nous aurons l'occasion d'examiner après en avoir présenté les principales conclusions. Les résultats de cette étude [Document à télécharger au bas de cette page] ont permis de découvrir certains traits prédominants dans la mentalité et les structures de croyance des populations du Nord-Est libyen, et ont permis de déterminer quelques points importants sur la nature politique de la révolte anti-Kadhafi dans cette région.

Darna, nord-est de la Libye : Capitale mondiale des djihadistes

La découverte majeure à laquelle a mené cette étude de West Point est que le couloir allant de Benghazi à Tobrouk, en passant par la ville de Darna (aussi épelée Derna) représente l'une des plus grandes concentrations au monde de terroristes djihadistes, et

peut être considérée comme la première source de candidats à l'attentat kamikaze, tous pays confondus. Darna, avec une proportion de 1 combattant terroriste envoyé en Irak « *tuer de l'États-unien* » pour 1 000 à 1 500 habitants, semble être le paradis des kamikazes, dépassant de loin son compétiteur le plus proche, à savoir Riyad, en Arabie Saoudite.

D'après les auteurs du rapport de West Point, Joseph Felter et Brian Fishman, l'Arabie Saoudite occupe la première place si l'on considère le nombre absolu de djihadistes envoyés en Irak combattre les USA et les membres de la Coalition pendant la période en question. La Libye, dont la population représente moins du quart de celle de l'Arabie Saoudite, occupe la deuxième place. L'Arabie Saoudite a envoyé 41 % des combattants. D'après Felter et Fishman, « *La Libye était le suivant dans la liste des pays d'origine, avec 18,8 % (112) des combattants provenant de ce pays, parmi ceux qui ont précisé leur nationalité.* » D'autres pays bien plus peuplés restaient loin derrière : « *La Syrie, le Yémen et l'Algérie étaient les suivants avec respectivement 8,2 % (49), 8,2 % (48) et 7,2 % (43). Les Marocains représentaient 6,1 % (36) des effectifs et les Jordaniens 1,9 % (11).* ». Cela signifie qu'au moins 1/5 des combattants étrangers entrant en Irak à travers la frontière syrienne venaient de Libye, un pays peuplé d'à peine 6 millions d'habitants. La proportion d'individus désireux de combattre en Irak était bien plus importante parmi les Libyens que pour n'importe quel autre pays appuyant les moudjahidines. Felter et Fishman ont souligné le fait que « *presque 19 % des combattants dans les dossiers de Sinjar, venaient de la seule Libye. De plus, la Libye a proportionnellement bien plus contribué que n'importe quelle autre nation, d'après les dossiers de Sinjar, même par rapport à l'Arabie Saoudite.* »

Suite en Pièce jointe

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

